What's Inside



par Grégory Slogar
Directeur des communications et programmes de l'AEC

Le « libéralisme » est aujourd'hui devenu un terme passe-partout qui désigne une tournure d'esprit, un type d'éducation, une profession et, bien entendu, une référence de moins en moins significative à un parti ou un programme politique.

En tant que référent politique, le libéralisme met l'accent sur la liberté comme valeur de base. Bien que le concept de libéralisme comporte de multiples nuances et subtilités, mettons-nous d'accord pour convenir de quatre éléments constituant le fondement du libéralisme classique. La liberté de croire et de ne pas croire, la liberté de penser ou ce qu'il est maintenant convenu d'appeler liberté intellectuelle, sont au cœur du libéralisme. Ce qui, implicitement, propose de reconnaître la primauté de l'individu. Pour les libéraux, l'État est un arbitre et un gardien tandis que le gouvernement doit jouer un rôle politique et économique limité. Enfin, viennent le consentement des individus (des gouvernés) et la souveraineté du peuple.

Liberal member of the House of Commons from 1874, party leader from 1887 and prime minister of Canada from 1896 to 1911, Wilfrid Laurier unquestionably had a strong influence on political liberalism in both Canada and Quebec. But what was this liberalism of Laurier? « Je suis rouge » was his declaration to his future wife on September 26, 1867, confirming his attachment to the radical liberalism of the times. And yet ten years later, in a historic speech in Quebec on June 26, 1877, he demonstrated his comfort with the moderate liberalism of the country. So what happened in the interim? In May of 1916, as opposition leader, a tired, bitter and old Wilfrid Laurier would tell the senator Raoul Dandurand « j'ai survécu au libéralisme ». Some have said that it was a matter of Laurier not being able to respond to the aspirations of progressive liberals, while others have suggested that the conscription crisis of 1917 prevented Laurier from moving to a progressive liberalism.

The articles that appear in this edition of *Canadian Issues / Thèmes canadiens* retrace some of the important events that marked the political life of Wilfrid Laurier. Through analyses of French-English relations, the death of Louis Riel, the Manitoba schools question, federal-provincial relations and immigration, the authors contribute to a better understanding of the liberalism of this important figure in Canadian history. These authors, each in their unique style, speak to the pragmatism of the man and the politician. Yet they all stress the importance of historical context and the constraints that 'real politics' brought to bear on Laurier's ideology, as well as the influence of liberal ideals on his decisions.

Pour Laurier, la survie de la nation canadienne française passait par la reconnaissance du caractère distinct de la culture canadienne française et la consolidation de l'association politique qui liait les anglophones et francophones du Canada. Cela étant dit, Blair Neatby suggère que la reconnaissance de l'autonomie provinciale (la souveraineté provinciale) était au cœur de l'association politique proposée par Laurier. Laurier était aussi en faveur de pouvoir résiduel au niveau fédéral. Pour Laurier, la survie des francophones passait par l'éducation et l'opportunité de compétitionner sur une base égale. « For Laurier "equal base" meant bilingualism for the minority » résume Neatby.

Le texte de Neatby fait ressortir l'image d'un politicien cherchant avant tout le meilleur accommodement possible à l'intérieur d'un cadre politique et institutionnel donné. Il s'agit d'une attitude politique qui s'éloigne des révisionnistes libéraux français et qui s'approche davantage de la tradition libérale britannique. En appuyant le respect des juridictions provinciales et la nécessité pour le fédéral de détenir les pouvoirs résiduels, Laurier s'inscrit dans un fédéralisme classique.

In his examination of the Riel affair and the Manitoba schools question, Arthur Silver suggests that efforts to reach a compromise between anglophones and francophones failed and the consequences of these events live with us to this day. Silver concludes by saying that, "This combination of circumstances gave rise to the Manitoba language and school crises, and indeed to a decades-long assimilationist wave that attempted to create a unified nation through forced anglicisation. Alas, it only succeeded in creating bitterness and resentment, whose effects are still with us." Was Laurier naïve in his conception of French-English relations? At the very least, his occasional support for the collective over the individual is difficult to reconcile with his stated support for liberal ideals. Silver's conclusion also suggests that the political association Laurier proposed was not desired by the people.

Réal Bélanger affirme que le « respect de la constitution et de son esprit » est, en 1874, un projet plutôt qu'une réalisation. La place incertaine des Canadiens français (et catholiques) dans la fédération et les contradictions sur l'identité nationale forme, selon Bélanger, la trame de fond des relations entre fran-

Pour Laurier, la survie de la nation canadienne française passait par la reconnaissance du caractère distinct de la culture canadienne française

cophones et anglophones entre 1874 et 1919. Dans ce contexte, comment Laurier réagira-t-il? Selon l'auteur, Laurier répondra aux défis de sa vie politique avec modération et tolérance. Cherchant le compromis et armé d'un pragmatisme (naïf?), il mettra toute sa carrière au service de l'unité nationale. En fait, Bélanger avance que Laurier était avant tout un libéral modéré.

Selon Réal Bélanger, Laurier répondra aux défis de sa vie politique avec modération et tolérance ... En fait, l'auteur avance que Laurier était avant tout un libéral modéré.

Décrivant le déroulement de la crise des écoles du Nord-Ouest (1905) et les événements entourant la conscription militaire de 1917-1918, Bélanger avance que les relations entre anglophones et francophones sont, au sortir de ces deux épisodes, lamentables. Laurier n'a su imposer sa vision nationale. De plus, le texte de Bélanger nous laisse entendre que Laurier avait tendance à faire pencher le compromis final du côté de la majorité canadienne anglaise. La question des écoles du Nord-Ouest fait aussi ressortir l'aspect catholique du libéralisme de Laurier. Un catholicisme marqué d'un profond sentiment conservateur et nationaliste canadien français. « Je suis libéral par principe, je suis conservateur de sentiment » déclara-t-il en 1884. Pour plusieurs Canadiens anglais, l'influence du conservatisme canadien français avait des effets négatifs sur le chef. Pour beaucoup, le libéralisme modéré de Laurier ne correspondait plus aux nouveaux impératifs de la société industrielle moderne.

Jack Jedwab nous rappelle que le jeune Laurier fut associé de près aux libéraux radicaux, aux « Rouges » de l'époque. En 1862, Laurier s'inscrit à l'Institut de Montréal, alors lieu de rencontre des radicaux. Proposant de voir le changement d'attitude de Laurier au sujet du pacte confédératif comme un « beau risque », Jedwab soutient que l'avancement politique était à l'époque lié au respect des valeurs conservatrices de la société. Par le fait même, il confirme le caractère conservateur du libéralisme de Laurier et son pragmatisme politique. L'auteur démontre comment la situation fiscale et économique de l'Ontario et du Québec a influencé la définition des « droits provinciaux ». Bien que Laurier reconnut la situation particulière du Québec, il se refusa à accorder un statut spécial à celle-ci, allant jusqu'à affirmer qu'une trop grande autonomie provinciale était dangereuse pour l'équilibre fédératif. Peut-on conclure que Laurier était en défaveur d'un fédéralisme asymétrique? C'est ce que propose Jedwab. En fait, il s'agit d'une interprétation cohérente avec le libéralisme modéré qui caractérise la majeure partie de la vie politique de Laurier. Néanmoins, c'est cette modération qui empêcha Laurier de consentir à l'intervention de l'État dans les affaires sociales malgré des besoins grandissants. En 1896, il déclara à John Willison que « les réformes [sont] pour l'opposition ».

To Irving Abella, Laurier profited from a renewed economic strength, beginning in 1896, that followed twenty-five years of depression. A political opportunist, Laurier would take credit for the economic boon. Describing in detail the birth of the politics of immigration, Abella writes of how Laurier and Clifford Sifton 'sold' the idea of Canada abroad and sought immigrants strictly on an economic basis, desiring obedient, illiterate workers who could adapt well to the harsh lands of the country. The author contends that, "the policy was unabashedly racist and restrictive." His final words pull no punches. "It is important to remember that Laurier's was an immigration policy that was ethnically selective and economically self-serving and it was a policy that most Canadians accepted at that time and, as recent public opinion polls seem to indicate, would probably favour today."

In his description of Laurier's liberalism, Bélanger proposes a dissection of the prime minister's ideological evolution into three chronological phases — from radicalism to the moderate liberalism that marked much of his career, and finally to progressivism. While the texts that follow tend to justify Bélanger's proposition, they also seem to suggest that the liberalism of Wilfrid Laurier borrowed certain elements from both the conservatism and nationalism of his era.

De plus, il semble que le libéralisme de Laurier fut fortement influencé par les événements et les contraintes politiques et partisanes. Les réponses apportées par Laurier furent avant tout pragmatique. L'évolution de son libéralisme ne fut pas linéaire dans le temps, il emprunta des éléments aux radicaux lorsque les impératifs de la « real politic » l'imposaient, et ce, au début comme à la fin de sa carrière. En fait, les travaux de l'historien Patrice A. Dutil remettent en question l'historiographie traitant de cette question. Le refus de Laurier de reconnaître le bien-fondé de l'intervention étatique en matière économique et surtout en matière sociale laisse entendre que Laurier n'épousa pas l'évolution du libéralisme à l'anglaise, libéralisme dont il se réclamait par ailleurs. « Bien que Laurier fut classé comme libéral au Canada, ses positions l'auraient vite identifié à un conservateur authentique en Angleterre », écrivit John Willison en 1911. On ne peut que convenir de la justesse du propos. ■